

[Le gouvernement marocain réitère sa condamnation avec vigueur de l'enlèvement de Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud](#)

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 23-09-2010 22:53:34

Le gouvernement marocain a réitéré jeudi sa condamnation avec vigueur et sans réserve de l'enlèvement de M. Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud qui constitue un "acte innommable", a souligné le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Khalid Naciri.

Lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil de gouvernement, M. Naciri a affirmé que M. Ould Sidi Mouloud a fait l'objet d'un enlèvement dans des conditions scandaleuses, soulignant que "le gouvernement marocain suit de près cette affaire et réitère sa condamnation totale et sans réserve de cet acte abjecte".

"M. Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud a été kidnappé et emmené vers un lieu inconnu à l'intérieur du territoire algérien", a ajouté le ministre, précisant que "le gouvernement marocain fait porter l'entière responsabilité aux autorités algériennes qui, en complicité avec +le polissario+ ont procédé à cet acte ignoble contre un homme, dont le seul et unique tort est de ne pas dire la même chose que ce qui se dit à Alger et à Tindouf".

"Le monde entier doit se rendre compte que de l'autre côté de la frontière on ne défend ni des principes, ni des valeurs ni des positions fondamentales, on défend des intérêts géostratégiques qui s'appellent d'abord et avant tout la nuisance à l'égard du Royaume du Maroc", a soutenu M. Naciri.

Il a également fait savoir que "le monde entier doit se rendre compte qu'on est en face d'une opération absolument indigne parce que l'Etat algérien ne peut, en aucune manière, dégager son entière responsabilité à propos de ce qui se passe sur son territoire".

Dès lors, a noté M. Naciri, "l'opinion publique marocaine, les partis politiques, les syndicats, les organisations de la société civile et des droits de l'Homme et le gouvernement marocains ont exprimé leur indignation face à cet acte", rappelant que le gouvernement a saisi officiellement l'ONU, le Haut commissariat aux droits de l'Homme et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

"Le Maroc a le devoir de défendre M. Ould Sidi Mouloud et d'attirer l'attention du monde entier sur ce qui est en train de se passer et sur le scandale qui se déroule de l'autre côté de la frontière", a souligné le ministre.

MAPF